

Qui peut accueillir les réfugiés soudanais ?

Gérard Prunier

Historien, spécialiste de la Corne de l'Afrique

Je ne crois pas à un exode en direction des pays voisins

L'expérience montre que si les Soudanais décident de partir en masse chez leurs voisins, ces derniers seront bien obligés de se débrouiller plus ou moins bien pour y faire face, comme l'a fait la RD-Congo avec les réfugiés rwandais en 1994. Mais je ne crois pas à un exode en direction des pays riverains comparable au Rwanda, d'abord en raison de facteurs endogènes. Le Soudan a une superficie de 1 879 358 km², soit environ 3,4 fois la taille de la France. Pour le quitter, il faut franchir des distances importantes et des obstacles naturels et hostiles.

Il faut donc de l'argent pour quitter le pays, alors que la population est l'une des plus pauvres au monde. De Khartoum, vous n'allez pas vous rendre en Égypte à pied avec vos enfants. Aller en Libye, c'est devoir prendre un véhicule capable de rouler plusieurs jours dans le désert en autonomie sans quoi vous risquez sérieusement de mourir de soif. Les Soudanais savent aussi que les frontières sont des zones de banditisme. Les franchir vous expose à être attaqué et dévalisé.

À ces raisons endogènes s'ajoutent des facteurs exogènes. Regardez les sept pays qui partagent une frontière avec le Soudan : la Centrafrique (RCA), le Tchad, la Libye, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie et le Soudan du Sud. Des pays minés par la pauvreté et l'insécurité, à l'exception relative de l'Égypte. Pour les Soudanais, se réfugier dans l'un de ces pays, c'est tomber de Charbyde en Scylla.

Voyez la Centrafrique, elle est sous la coupe des chefs de guerre et de la Russie, alliée du général Dagalo : pour les populations qui ont souffert de lui au Darfour,

c'est se jeter dans la gueule du loup que de s'y rendre. Aller au Soudan du Sud, c'est trouver une situation égale ou pire que celle que vous fuyez. Choisir l'Érythrée, c'est s'enfermer dans une prison autoritaire et pauvre. Se réfugier en Éthiopie, c'est s'installer au cœur d'un conflit larvé qui vient de faire au bas mot 300 000 morts en deux ans. Quant à la Libye, si vous y parvenez vivant, vous n'avez encore rien vu si vous n'avez pas les bonnes connexions communautaires. Vous pouvez aussi tenter de traverser la mer Rouge mais faut-il encore arriver à Port-Soudan. Et une fois la mer Rouge traversée, vous voilà au Yémen qui n'est pas vraiment une destination de rêve.

Il faut de l'argent pour quitter le pays, alors que la population est l'une des plus pauvres au monde.

Les Soudanais qui vont se réfugier chez leur voisin sont surtout les frontaliers qui n'ont pas de grande distance à franchir, qui n'ont pas besoin de gros moyens pour le faire et qui ont des attaches communautaires. Ceux qui ont de l'argent vont plutôt aller en Égypte ou en Arabie saoudite, par la mer Rouge et le Yémen. Les autres, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, vont préférer se déplacer dans des zones de l'intérieur qui échappent aux conflits entre les partisans des deux généraux.

Recueilli par Laurent Larcher

Les combats meurtriers au Soudan ont déplacé plus de 330 000 personnes à l'intérieur du pays, et 100 000 autres ont déjà fui dans les pays de la région, ont indiqué les Nations unies mardi 2 mai. En tout, « plus de 800 000 personnes » pourraient fuir le pays, estime l'ONU.

Hélène Thiollet

Chercheuse au CNRS, au Ceri et à Sciences Po

L'Europe cherchera à maintenir les déplacés dans la région

En ce qui concerne l'Union européenne, il y a deux scénarios possibles. Dans le premier, l'Europe accueillerait des déplacés soudanais. Pour cela, il faudrait qu'un certain nombre de frontières s'ouvrent afin que les Soudanais puissent arriver. Sinon, il faut mettre en place des corridors humanitaires : les Soudanais arriveraient par avion, soit à partir de l'Éthiopie, soit à partir de l'Égypte. Je suis très sceptique sur cette hypothèse.

L'autre scénario est de créer une forme de solidarité internationale dans les pays de premier asile où arrivent les déplacés (Égypte, Tchad, Éthiopie, Centrafrique, Érythrée). Ce sont alors les organisations humanitaires qui gèrent le premier accueil : les Occidentaux vont sans doute investir massivement dans ces pays pour offrir une assistance aux personnes déplacées. Cette option s'inscrit dans la continuité de la politique européenne d'endiguement des migrations. L'Union européenne finance des ONG et des organisations onusiennes, comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) ou l'Organisation internationale des migrations (OIM), afin qu'elles accueillent les déplacés.

Compte tenu de la crispation depuis une dizaine d'années en Europe sur la question de la migration, le deuxième scénario va sûrement être privilégié. Il est conforme à la politique européenne constante depuis de nombreuses années. Elle a commencé à émerger dans les années 1990 et s'est véritablement installée dans les années 2010, à partir des printemps arabes. La stratégie d'endiguement est alors devenue très explicite, et l'Europe l'a mise en place de manière très décom-

pléxée. L'UE s'est alors mise en ordre de bataille pour contrer les migrations et faire en sorte que les personnes soient maintenues sur place dans les zones de crises, génératrices de déplacés. Il y a toujours eu des déplacements dans la Corne de l'Afrique avec les conflits en Somalie, en Érythrée, en Éthiopie et au Soudan. Pour chacune de ces crises, les réfugiés sont restés principalement dans la région. C'est devenu une priorité des bailleurs de fonds européens qui veulent s'assurer que cela continue à être le cas.

Les Occidentaux vont sans doute investir massivement dans ces pays pour offrir une assistance aux déplacés.

Il y a eu une crainte au début des années 2010, car une route s'était organisée pour les Soudanais et les Érythréens, même si on parle de très petits chiffres. Cela a créé une légère panique parmi les États membres de l'Union européenne, avec une peur d'un afflux de réfugiés. Mais dans ce cas précis, ce n'est pas la politique de l'endiguement de l'UE qui a fonctionné. La raison pour laquelle les réfugiés sont restés dans la région est indépendante des mesures prises par les pays européens. Lorsqu'ils ont été déplacés, ils l'ont été involontairement. L'immense majorité d'entre eux ne veut pas trop s'éloigner, de manière à pouvoir plus facilement retourner dans le pays d'origine.

Recueilli par Edward Maille